



**PRÉFET  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale  
de la protection des populations**

**DREAL-UD69-CM  
DDPP-SPE-AB/AC**

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2021-288**  
**portant abrogation de l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2021-121 du 27 mai 2021**  
**portant mise en demeure de la société ATC Energie**

Le Préfet de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les articles L. 171-6, L. 171-8 et L. 514-5 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration, notamment l'article L. 243-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2020 modifié imposant des prescriptions spéciales à la société ATC Energie pour l'ancien site Louis Mercier à Grézieu-la-Varenne ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2021-121 du 27 mai 2021 portant mise en demeure de la société ATC Energie de respecter l'arrêté préfectoral du 16 juillet 2020 modifié en transmettant un plan de gestion des pollutions retrouvées au niveau de l'ancien site industriel exploité par DASI et MERCIER pour les zones relevant de sa responsabilité ;

VU le rapport du 11 octobre 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier du 12 octobre 2021 transmis à l'exploitant, valant procédure contradictoire ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier du 29 octobre 2021 ;

CONSIDÉRANT que le rapport de l'inspecteur des installations classées constatant les manquements, objet de la mise en demeure prise par arrêté n° DDPP-DREAL 2021-121 du 27 mai 2021, n'a pas été préalablement porté à la connaissance de l'exploitant dans les conditions prescrites par le code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ce défaut de transmission est de nature à entacher d'irrégularité la mise en demeure prononcée ;

CONSIDÉRANT qu'il convient par conséquent d'abroger l'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2021-121 du 27 mai 2021 portant mise en demeure de la société ATC Energie ;

SUR la proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1er :**

L'arrêté préfectoral n° DDPP-DREAL 2021-121 du 27 mai 2021 portant mise en demeure de la société ATC Energie est abrogé.

### **ARTICLE 2 :**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

### **ARTICLE 3 :**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision lui est notifiée.

Pour les tiers, le délai de recours est de deux mois à compter de la publication de la présente décision.

Elle peut être déférée auprès du Tribunal administratif de Lyon. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, du Tribunal Administratif de Lyon.

### **ARTICLE 4 :**

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de GREZIEU-LA-VARENNE,
- à l'exploitant,

Lyon, le **16 NOV. 2021**

Le Préfet,

Le sous-préfet,  
Secrétaire général adjoint

Julien PERROUDON